

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Partie nominative**

#### **ASPHALTEX NORD**

4<sup>e</sup> avenue du Port Fluvial  
59 120 LOOS

Adresse du site d'exploitation :  
Route du Môle 6

59140 DUNKERQUE ( au sein du Grand Port Maritime de Dunkerque)

Affaire suivie par : CHAMARD Olivier

Téléphone : 03 28 23 81 53

Courriel : olivier.chamard@developpement-durable.gouv.fr

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\ASPHALTEX NORD\_Dunkerque\_0100000878\3 Affaires\DAENV 2021\ASPHALTEX NORD\_Dunkerque\_RAPCO\_0100000878.odt

Pièces jointes :

- (cf sommaire du rapport ci-après)

**OBJET** : Autorisation Environnementale en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Demande d'autorisation d'exploiter une plateforme de stockage de bitume sur le territoire de la commune de Dunkerque

**Rapport de décision finale**

N°AIOT GUN Env : 0100000878



REFERENCES :

- Articles R 181-39 à R 181-44 du Code de l'Environnement ;
- Date de l'accusé de réception du dossier au Guichet Unique Numérique : 3 novembre 2021 ;
- Dépôt d'un dossier complété au Guichet Unique Numérique le 31 mars 2022.

Courriel : •

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement Olivier CHAMARD

Valideur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement spécialité : installations classées	Pour le Directeur et par délégation, Le Chef de l'Unité Départementale du Littoral
 Signature numérique de Nicolas PACAULT nicolas.pacault Date : 2022.10.03 18:23:20 +02'00'	 Signature numérique de DEPUYDT Date : 2022.10.04 13:13:30 +02'00'
Nicolas PACAULT	Arnaud DEPUYDT



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**OBJET :** Autorisation Environnementale en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Demande d'autorisation d'exploiter une plateforme de stockage de bitume sur le territoire de la commune de Dunkerque

**Rapport de décision finale**

N°AIOT GUN Env : 0100000878

REFERENCES :

- Articles R 181-39 à R 181-44 du Code de l'Environnement ;
- Date de l'accusé de réception du dossier au Bureau de l'Environnement : 3 novembre 2021 ;
- Dépôt d'un dossier complété au Guichet Unique Numérique le 31 mars 2022.

### **Sommaire du rapport :**

1. Renseignements généraux	<u>Annexe(s)</u>
2. Dispositions relatives aux installations classées	<b>N°1.</b> Projet d'arrêté préfectoral
3. Impacts et risques principaux générés par le projet	
4. Participation du public par voie électronique et consultation des collectivités territoriales	
5. Avis des services	
6. Proposition de l'inspection	
7. Suites administratives	

La société ASPHALTEX NORD a déposé le 3 novembre 2021 au Guichet Unique Numérique de l'Environnement un dossier de demande d'autorisation d'exploiter une plateforme de stockage de bitume sur le territoire de la commune de Dunkerque.

Ce dépôt s'est suivi de la saisine des services de l'État conformément aux dispositions des articles D.181.17-1 et R.181-18 à R.181.33-1 du Code de l'Environnement sur cette demande d'autorisation.

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf/](https://linkedin.com/company/prefethdf/)

Ce dossier jugé non complet et non régulier par courriers de l'inspection des installations classées en date des 5 et 6 janvier 2022 adressés à l'exploitant et auxquels étaient annexés les relevés des insuffisances a donné lieu au dépôt de compléments les 31 mars et 5 mai 2022.

Suite au dépôt de ces compléments le dossier a été considéré complet et régulier le 08 juin 2022 et une consultation du public par voie électronique a été organisée entre le 5 et le 20 septembre 2022.

Le présent rapport rend compte des avis recueillis sur cette demande d'autorisation, ainsi que des observations émises lors de la participation du public par voie électronique.

## **1 RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **1.1 Identification du demandeur**

- Raison sociale : ASPHALTEX NORD
- Forme juridique : SAS
- Adresse du siège social : 4<sup>e</sup> avenue du Port Fluvial, 59120 LOOS
- Adresse du site d'exploitation : Route du Môle 6 59140 DUNKERQUE (au sein du Grand Port Maritime de Dunkerque)
- N° SIRET : 78993583000024
- Code APE : 4671Z
- Effectif projeté : 10
- Signataire de la demande : Stéphane BAKOWSKI -Directeur d'agence

### **1.2 Activités du demandeur**

La société ASPHALTEX NORD est spécialisée dans l'import, l'export, et le stockage de produits pétroliers dont le bitume. C'est une filiale du groupe EUROVIA elle-même filiale du groupe VINCI.

### **1.3 Objet de la demande et situation administrative**

La société ASPHALTEX NORD a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin d'exploiter une plateforme de stockage de bitume.

Le projet consiste en la création d'une plateforme de stockage et de transit de matières bitumineuses. Les bitumes arriveront par cargos et seront transférés vers les cuves de stockage par des bras de déchargement fonctionnant par aspiration depuis les cuves. Les cuves de stockage seront maintenues à une température de 180 °C grâce à un réseau de fluide caloporteur. Les bitumes sortiront de la plateforme par camions citernes.

Le site comportera :

- un bras de déchargement ;
- un quai d'appontement des navires ;
- une aire de stockage du bitume où seront positionnées 3 cuves de stockage ;
- des bureaux et sanitaires ;
- un bâtiment technique avec un portique de chargement des poids lourds ;
- une zone de stationnement des poids lourds ;
- un parking pour véhicules légers ;
- un bassin de décantation ;
- une chaufferie avec 2 chaudières.

Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à Autorisation. Elles relèvent également de la Loi sur l'Eau.

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	REGIME
Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Stockage de bitume dans 3 cuves de capacité unitaire de 5 500 t.  Capacité totale : 16 500 t	4801-1	A
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :  2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Deux chaudières de puissance unitaire de 1 MW alimentées au gaz naturel.  Puissance thermique totale : 2 MW.	2910-A-2	D
Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :  2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	Les bitumes seront maintenus à température à l'aide d'un circuit de fluide caloporteur de 30 000 L d'huile.  Il sera utilisé à une température de 200 °C pour garder la température des bitumes à environ 180 °C, soit une utilisation en dessous de son point éclair (égal à 260 °C).	2915-2	D

(1) A : installations soumises à autorisation / D : installations soumises à déclaration / E : installations soumises à enregistrement

Les procédures intégrées à la demande sont :

- déclaration IOTA

rubrique	libellé	régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2°) supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	Déclaration (la superficie du site est d'environ 1,5 ha)

## **1.4 Site d'implantation**

Le site est localisé à l'extrémité Nord du môle 6 du Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD), à environ 2,2 km à l'Ouest du centre-ville de Dunkerque. Le site est bordé à l'Est par la darse n°6 et au Nord par le bassin de Freycinet.

Il est localisé dans un espace fortement industriel, les entreprises à proximité du site sont les suivantes :

- Appontement de la société Dépôts de Pétrole Côtier au Sud ;
- Le site démantelé de la Société de la Raffinerie de Dunkerque (SRD) à l'Ouest ;
- Hydropale au Nord, séparé du site par le bassin de Freycinet ;
- Rubis Terminal Dunkerque à l'Est, au droit du Môle 5 (appontement et dépôt).

## **1.5 Compatibilité vis-à-vis des documents d'urbanisme, contraintes et servitudes existantes**

Les parcelles concernent la zone UIP du Plan Local d'Urbanisme Communautaire de la Communauté Urbaine de Dunkerque, qui permet l'établissement de sites industriels.

Le site est concerné par la protection de lignes ferroviaires ainsi que la protection de conduits de produits chimiques.

De par sa proximité avec SRD et Rubis Terminal. Le site est situé dans le périmètre d'exposition aux risques liés au PPRT de la zone industrielle portuaire de Dunkerque. Le zonage réglementaire définit le site en zone b7 correspondant aux zones d'aléas suivants :

- Risque de surpression faible,
- Risque toxique faible,
- Risque thermique inexistant,
- Cinétique rapide.

Le projet prend en compte les prescriptions relatives aux dangers de surpression et toxiques des sociétés SRD et Rubis Terminal.

## **2 Dispositions relatives aux installations classées**

### **2.1 Capacités techniques et financières**

Asphaltex Nord est une filiale du groupe Eurovia, lui-même filiale du groupe VINCI. Le groupe Eurovia n°1 européen de la construction routière génère un chiffre d'affaires de 8,9 milliards d'euros.

Le groupe Eurovia produit en France :

- 15 millions de tonnes d'enrobés par an dans 200 usines d'enrobage (2<sup>e</sup> production nationale) ;
- 460 000 tonnes de liants hydrocarburés par an dans 95 usines (2<sup>e</sup> production nationale) ;
- 10 millions de tonnes de produits routiers issus de la valorisation de co-produits dans 90 plates-formes de recyclage (faisant du groupe Eurovia le leader français dans le domaine du recyclage en application routière).

Depuis 10 ans, le résultat opérationnel sur activité du groupe est excédentaire (345 millions d'euros en 2019).

Le montant d'investissement pour le projet Asphaltex Nord est de 9 millions d'euros pris sur la capacité d'autofinancement du groupe.

## **2.2 Étude de la conformité réglementaire du projet**

Le site soumis à autorisation pour son activité de stockage de bitume (rubrique 4801-1 de la nomenclature des installations classées) devra également se conformer aux arrêtés ministériels suivants en ce qui concerne les activités soumises à déclaration :

- arrêté du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910 ;
- arrêté du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2915 ;

Le site a une superficie d'environ 1,5 ha et les rejets d'eau pluviales transiteront par un bassin de décantation de 756 m<sup>3</sup>. Le projet est donc soumis à déclaration au titre de la loi sur l'Eau au titre de la rubrique 2.1.5.0. Il n'existe pas d'arrêté ministériel pour cette rubrique de la nomenclature « loi sur l'eau ».

## **3 Impacts et risques principaux générés par le projet**

### **3.1 Analyse de l'étude d'incidence environnementale)**

#### **3.1.1 Eau**

Le site sera alimenté en eau potable par le réseau public pour un usage exclusivement sanitaire (toilettes, douches, réfectoire). La consommation annuelle est évaluée à 156 m<sup>3</sup>.

La société Asphaltex n'utilise pas d'eau dans son activité et ne rejettera donc pas d'effluents industriels.

Les effluents sanitaires rejoindront une fosse septique qui sera régulièrement vidangée.

Les eaux pluviales transiteront par séparateur d'hydrocarbures pour rejoindre un bassin de décantation avant d'être rejetée au milieu naturel dans le bassin de Freyssinet. Le bassin de décantation d'un volume de 756 m<sup>3</sup> a été dimensionné sur la base d'une pluie de retour 30 ans.

Le pétitionnaire a également listé les exigences émanant du SDAGE du bassin Artois-Picardie ainsi que celles du SAGE du Delta de l'Aa. L'imperméabilisation et les systèmes de traitement des eaux sanitaires et pluviales qui seront mis en place permettront au site d'être compatible avec ces schémas.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

***Le site ne rejettera pas d'effluents industriels, les moyens proposés sont suffisants pour traiter les eaux pluviales.***

#### **3.1.2 Air**

Trois sources d'émission canalisées seront présentes sur le site :

- Les vapeurs d'émission du bitume stocké dans les cuves de stockage ;
- Les vapeurs qui seront émises lors du chargement du bitume dans les camions ;
- Les émissions des deux chaudières.

Ces émissions seront canalisées vers deux points de rejet :

- une cheminée pour les deux chaudières ;
- une cheminée pour les vapeurs de bitume.

Les vapeurs émises par le bitume (stockage et aire de chargement) seront aspirées puis traitées en série par un dévésiculateur puis deux filtres à charbon actif avant d'être rejetées à l'atmosphère.

Les émissions des gaz de combustion (905 m<sup>3</sup>/h) des chaudières respecteront les valeurs limite d'émission de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations soumises à déclaration pour la rubrique 2910 :

- NOx 100 mg/Nm<sup>3</sup>
- CO 100 mg/Nm<sup>3</sup>

Les vapeurs émises par le bitume chaud en phase de stockage ou lors du chargement des camions sont chargées en HAP et COV, le système de traitement mis en place permettra un abattement de 90 % de ces composés. Il sera rejeté à l'atmosphère 217 kg/an de COV et 1 kg/an de HAP. Ces valeurs restent inférieures aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux émissions des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

*Les émissions générées par le site ne seront pas de nature à impacter la population.*

### 3.1.3 Bruit

Aucune zone à émergence réglementée se situe à proximité de la zone d'implantation du projet. Une modélisation des niveaux sonores a été réalisée en 3 points. Les niveaux modélisés sont conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement :

- en période diurne : 60,8 dB(A) (limite réglementaire : 70 dB(A))
- en période nocturne : 52,73 dB(A) (limite réglementaire : 60 dB(A))

**Avis de l'inspection des installations classées :**

*Les émissions sonores de l'installation n'impacteront pas la population étant donné l'absence de zones d'habitation à proximité du site.*

### 3.1.4 Déchets

L'estimation des déchets produits par Asphaltex est reprise dans le tableau suivant :

Déchets	Quantité estimée par an	Mode d'élimination
Papiers cartons	< 1 T	Valorisation ou recyclage
Chiffons souillés	Environ 200 chiffons	Incinération avec valorisation énergétique
Filtres à charbon actif	12 filtres	
Bidons vides	< 1 m <sup>3</sup>	
Boues du séparateur à hydrocarbures	< 2 tonnes par an	
Boues de fosse septique	< 1 m <sup>3</sup> par an	Valorisation ou recyclage

**Avis de l'inspection des installations classées :**

*Le principe de hiérarchisation des modes de gestion des déchets est respecté et permet d'éviter la mise en décharge de ces derniers.*

### 3.1.5 Transports

Le tableau suivant présente la proportion du trafic généré par Asphaltex par rapport à celui du GPMD :

Type de trafic	Trafic au sein du GPMD	Trafic projeté par Asphaltex	Part du trafic d'Asphaltex
Routier	1283574	5460	0,43 %
Navire	6397	15	0,23 %

**Avis de l'inspection des installations classées :**

*Le trafic généré par les futures installations reste très limité ramené au trafic global.*



### 3.1.6 Impact sanitaire

Le pétitionnaire a réalisé une étude de dispersion des rejets atmosphériques qui seront engendrés par la future activité. Au regard des bruits de fond en NOx et CO mais également des vents dominant orientés Nord-Est (en direction de la mer), et compte tenu des faibles émissions des installations, l'impact du projet sur la qualité de l'air au niveau des zones sensibles les plus proches (écoles, habitations) sera faible :

- COV < 0,4 10<sup>-2</sup> µg/m<sup>3</sup>
- CO < 0,0148 µg/m<sup>3</sup>
- HAP < 0,153 10<sup>-3</sup> µg/m<sup>3</sup>
- NOx < 0,0148 µg/m<sup>3</sup>

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

**Le faible impact de ces concentrations résiduelles est confirmé par l'ARS qui a émis un avis favorable sur le projet en indiquant : « Sous réserve de la validité du bilan d'émission fourni, ces éléments permettent de penser qu'il n'y a pas lieu d'évaluer plus finement le risque sanitaire induit par l'exploitation »**

### 3.1.7 Paysage et patrimoine

Avec une localisation en milieu fortement industrialisé, l'activité d'Asphaltex n'aura que peu d'impact comparativement aux installations industrielles déjà présentes dans le voisinage immédiat.

### 3.1.8 Impacts sur la faune, les habitats et la flore

À proximité du site on trouve les espaces naturels remarquables suivants :

- 2 sites Natura 2000 , à 1 km au Nord (Banc des Flandres référencé FR3112006) et à 1,3 km au Nord-Est (Dunes de la plaine maritime flamande référencé FR3100474)
- 2 ZNIEFF de type I, à 900 m au Nord (Dune de Clipon), et à 2,1 km au Sud-Ouest Les Marais et pelouses sableuses du fort de Mardyck
- Un terrain du Conservatoire du Littoral, Les salines de Fort Mardyck à 2,3 km au Sud-Ouest.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

**La zone destinée aux activités industrielles ainsi que l'éloignement des zones naturelles remarquables est propice à l'activité proposée par la société Asphaltex Nord.**

### 3.1.9 Effets cumulés

Afin de déterminer les effets cumulés le pétitionnaire s'est basé sur les archives de la MRAE et de la DREAL afin de déterminer les projets ayant eu recours à l'avis de l'Autorité Environnementale à proximité du projet.

Trois sites sont concernés : le remplacement du poste transmanche RoRo1 à 12 km à l'Ouest, l'aménagement de l'écoquartier Basroch à 4,4 km au Sud-Ouest, l'exploitation d'un éco-site de regroupement , tri et transit de déchets de la société Baudalet à 4,8 km au sud.

Un projet a fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale d'exploiter et concerne l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles et d'aérosols par la société SOGETRA à 5 km au Sud-Est. L'incidence commune de ces 2 projets concerne le trafic, cependant à l'échelle du trafic global du dunkerquois, l'impact reste faible.

### 3.1.10 Mesures d'évitement, réduction et compensation des effets négatifs notables du projet

Thème	Mesures mises en place
Bruit	L'activité se fera essentiellement en journée et en semaine
Prévention des pollutions accidentelles	Création de rétention au niveau des cuves de stockage du bitume et du réseau de fluides caloporteur
Eau	Traitement des eaux pluviales de voirie avec la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures et d'un bassin de décantation
Air	Traitement des vapeurs de bitume avec l'installation d'un système d'aspiration couplé à un dévésiculeur et deux filtres au charbon

#### ***Avis de l'inspection des installations classées :***

***Les mesures proposées contribuent à rendre le projet compatible avec son environnement.***

### 3.2 Analyse de l'étude de dangers

L'étude de dangers a été menée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les phénomènes dangereux identifiés sont :

- l'explosion de gaz à la suite d'une fuite de gaz liée à l'utilisation des chaudières ;
- l'incendie lié à une perte de confinement au niveau du circuit du fluide caloporteur.

Le risque d'explosion est limité :

- vannes automatiques asservies à la détection de gaz ;
- ventilation de la chaufferie ;
- dispositif de contrôle de la flamme entraînant l'arrêt de l'alimentation gaz en cas de défaut de fonctionnement.

De ce fait les phénomènes dangereux liés à l'explosion de gaz n'ont pas donné lieu à modélisation.

Le risque incendie a fait l'objet d'une analyse préliminaire avec une cartographie des zones d'effet thermique. Il n'a pas été identifié d'effet à l'extérieur du site.

La modélisation des effets thermiques a été réalisée avec le logiciel Flumilog en considérant un feu de cuvette d'une surface de 30 m<sup>2</sup> (6X5) sur 1 m de hauteur soit 30 m<sup>3</sup> avec une hauteur de cible de 1,8 m.

Les résultats de la modélisation susvisée ne montre pas d'effets dominos sur les installations voisines (cuves de bitume, chaufferie).

En conclusion les effets thermiques sont maintenus à l'intérieur du site.

L'étude de dangers a mis en évidence un risque d'incendie lié à l'exploitation et aux installations techniques. Il s'agit du risque d'incendie lié à une perte de confinement au niveau du circuit du fluide caloporteur. Les mesures de protection et de prévention mises en place permettent de limiter les effets de cet accident. Il s'agit notamment :

- de mesures préventives : interdiction de circulation, entretien régulier, formation du personnel, ...

- de mesures protectrices : rétention, extincteurs.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

*Le bitume n'est pas une matière inflammable, le risque incendie réside dans l'utilisation du fluide caloporteur utilisé pour son maintien à l'état liquide. La modélisation fournie par Asphaltex démontre que les zones d'effet thermiques restent limitées à l'intérieur du site et ne nécessitent pas la mise en place de MMR ou de précautions particulières en matière d'urbanisme.*

## **4 PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE ET CONSULTATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Par décision d'examen au cas par cas n°2021\_5463, le projet a été dispensé d'étude d'impact et d'enquête publique.

La demande, objet du présent rapport, a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées en date du 8 juin 2022 proposant qu'elle soit soumise à participation du public par voie électronique ainsi qu'à la consultation des collectivités territoriales. Par arrêté en date du 22 juillet 2022, M. le Préfet du Nord a soumis la demande du pétitionnaire à la participation du public par voie électronique et enclin le conseil municipal de la commune de DUNKERQUE à formuler son avis sur la demande dans un délai de 15 jours suivant la clôture de la participation du public par voie électronique.

### ***4.1 Déroulement de la participation du public par voie électronique***

La participation du public par voie électronique s'est déroulée du 5 au 20 septembre 2022.

Une observation a été recueillie. Elle a été émise par la responsable QHSE de la société Rubis Terminal Dunkerque. Cette société voisine du projet rappelle l'existence d'un PPRT sur la zone industrialo-portuaire et souhaite que la société Asphaltex Nord se rapproche d'elle afin de définir les moyens de communication entre les 2 sociétés dans le cadre de leur POI articulé.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

Le site d'implantation pouvant être concerné par des zones d'effets thermiques de phénomènes dangereux ayant une cinétique lente (de type boil-over) émanant de la société Rubis Terminal Dunkerque. Une prescription (article 7.7.6) indiquant que l'exploitant doit disposer d'un plan d'urgence est ajoutée au projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport. L'inspection veillera à ce que ce plan s'articule avec le POI de la société Rubis Terminal Dunkerque.

### ***4.2 Avis des conseils municipaux et des collectivités territoriales***

La commune de DUNKERQUE, dans un courriel adressé à la préfecture le 22 septembre 2022, fait savoir que son conseil municipal ne délibérera pas sur la demande présentée par Asphaltex Nord. Son avis est donc réputé favorable.

## **5 Avis des services**

### **5.1 ARS**

L'avis en date du 22 décembre 2021 est **favorable** sous les réserves suivantes :

- mise en œuvre d'un système d'assainissement des eaux domestiques conforme à l'article L.1331-1 du code de la santé publique et à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- mise en œuvre des systèmes de traitement de l'air décrits dans le dossier pour les émissions des

cuves et des opérations de chargement de bitume (aspiration, dévésiculeur et filtres à charbon).

Commentaires de l'inspection :

Ces prescriptions sont prises en compte dans le projet d'arrêté ci-joint.

## 5.2 DDTM

L'avis en date du 30 mai 2022 est **favorable** sous réserve de prendre en compte les recommandations suivantes :

(extrait de l'avis)

**Afin de limiter l'impact du projet sur ces espèces, et de prendre en compte la séquence Éviter Réduire Compenser, le pétitionnaire pourrait éviter les zones de végétation rudérale, et ainsi laisser des espaces propices aux espèces impactées.**

**L'étude d'incidence Natura 2000 n'a pas été complétée alors que cette étude présentée dans l'avis du 10 janvier 2022 ne respectait pas les attentes de la réglementation pour ce type de projet (constructions, rejets, déchets dangereux...). Celle-ci doit être plus détaillée.**

Commentaires de l'inspection :

La DDTM avait émis le 10 janvier 2022 un premier avis où elle demandait la transmission de l'état initial Faune/Flore afin de pouvoir valider l'absence d'enjeux liés à la biodiversité. Suite à la transmission du document dans les compléments du 31 mars 2021, la DDTM mentionne dans un second avis émis le 30 mai 2022 « qu'il n'est pas mis en évidence d'enjeu majeur pour la biodiversité sur ce site mais qu'il existe cependant une fréquentation par le goéland argenté et l'alouette des champs ». La future activité du site et la circulation des camions ne rendront plus propices les surfaces des zones de végétation rudérale à l'avifaune. Par ailleurs l'étude informe de la présence d'espèces végétales invasives dans cette végétation rudérale. Enfin une partie de cette espace sera aménagée avec le séparateur d'hydrocarbures et un bassin de décantation nécessaire au traitement des eaux pluviales avant rejet dans le bassin du port.

En ce qui concerne l'étude d'incidence Natura 2000 à compléter, nous rappelons que la zone d'implantation est une zone industrialo-portuaire dans laquelle le plan local d'urbanisme autorise les activités industrielles, déjà nombreuses autour du site. Ces sites Natura 2000 sont des zones marines situées à 1 km et plus. Les travaux de construction n'auront pas d'impact sur ces zones. Les rejets aqueux se limitent à des eaux pluviales traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis un bassin de décantation. Elles respecteront les valeurs limite d'émission au milieu naturel fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets des installations soumises à autorisation. Les déchets seront repris pour valorisation ou recyclage. Ces règles de gestion sont reprises dans le projet d'arrêté.

L'inspection considère que les impacts sur les zones Natura 2000 sont très faibles. Toutefois, afin de tenir compte de l'avis de la DDTM, il est ajouté dans le projet d'arrêté un article 1.71 prescrivant la remise d'un dossier d'évaluation des incidences Natura 2000.

## 5.3 SDIS

L'avis en date du 19 mai 2022 est **favorable** sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

(extrait de l'avis)

## **7/ Prescriptions**

### **7.1 Généralités**

- Respecter les dispositions techniques prévues dans les textes de référence, les éléments du dossier avec les compléments, en tenant compte des prescriptions suivantes :

### **7.2 Défense Extérieure Contre l'Incendie**

- La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 165 m<sup>3</sup> /h afin d'assurer les opérations d'extinction d'un feu de cuvette.

- Justifier auprès du SDIS, de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, ce dès la mise en place des deux points d'aspiration, ainsi que tous les trois ans.

- Implanter, signaler, numéroté et entretenir les deux points d'aspiration conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.

- Les points d'eau incendie permettant de délivrer le débit ou le volume calculé pour assurer les opérations d'extinction doivent être situés en dehors du flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup>.

- Permettre au SDIS d'effectuer :

- La reconnaissance opérationnelle initiale des Points d'Eau Incendie (PEI). A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès-verbal de réception des PEI ;
- La reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI.

- Avertir, sans délai, le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

- Tenir à disposition du SDIS, la quantité d'émulseur nécessaire à l'extinction d'un feu de cuvette et définir avec ce dernier le lieu de stockage de l'émulseur et des modalités de mise en œuvre.

### **7.3 Organisation interne de la sécurité.**

- Dans la mesure où le SDIS réalise un plan d'établissement répertorié, l'exploitant devra fournir les éléments permettant la mise à jour de ce document. A cet effet, l'exploitant sera destinataire d'un exemplaire du plan.

### **Commentaires de l'inspection :**

*Ces prescriptions sont prises en compte dans le projet d'arrêté ci-joint.*

## **6 PROPOSITION DE L'INSPECTION :**

La société Asphaltex Nord a déposé le 3 novembre 2021 et complété les 31 mars et 5 mai 2022 une demande d'autorisation environnementale portant sur l'exploitation d'une plateforme de stockage de bitume sur la commune de DUNKERQUE.

Les procédures intégrées à la demande sont :

- déclaration IOTA.

Le dossier a été jugé complet et régulier puis soumis à participation du public par voie électronique et à consultation des collectivités territoriales.

La participation du public par voie électronique comporte une observation qui a été prise en compte par l'inspection dans son projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Les services consultés ont répondu favorablement au projet.

L'analyse de l'ensemble des éléments du dossier et de ses compléments conduit l'inspection des installations classées à proposer une suite favorable à la demande sollicitée.

Compte tenu des textes en vigueur et de la sensibilité du milieu, les propositions de l'inspection des installations classées consistent notamment à prendre des prescriptions relatives aux systèmes de traitement des eaux pluviales et des rejets atmosphériques.

Un projet d'arrêté d'autorisation préfectoral est joint en annexe. Il reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation de la plateforme de stockage de bitume sur la commune de Dunkerque.

Le projet d'arrêté a été transmis à l'exploitant pour avis par courriel du 27 septembre 2022. Par courriel du 29 septembre 2022, il demande à ce que le débit disponible pour l'extinction d'un incendie soit porté à 60 m<sup>3</sup>/h au lieu des 165 m<sup>3</sup>/h. L'inspection ne peut pas accéder à cette requête étant donné que le SDIS exige un débit de 165 m<sup>3</sup>/h dans son avis du 19 mai 2022.

## **7 Suites administratives**

En application de l'article R.181-39 du Code de l'Environnement, nous proposons au CODERST d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société Asphaltex Nord sous réserve du strict respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

- Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral

# Projet d'APA

<b>TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.5 MODIFICATION ET CESSATION ACTIVITÉ.....	7
CHAPITRE 1.6 RÉGLEMENTATION.....	8
CHAPITRE 1.7 ZONES NATURA 2000.....	9
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	9
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	10
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	10
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	10
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	11
<b>TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	11
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	12
<b>TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU.....	13
CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	13
CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	14
CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	15
<b>TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS.....</b>	<b>16</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	16
<b>TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES</b>	<b>18</b>
<b>TITRE 7 .....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	18
CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	18
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS.....	19
CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	20
<b>TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>20</b>
CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS.....	20
CHAPITRE 8.2 GÉNÉRALITÉS.....	20
CHAPITRE 8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	21
CHAPITRE 8.4 DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	22
CHAPITRE 8.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	23
CHAPITRE 8.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	26
CHAPITRE 8.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	27
<b>TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....</b>	<b>29</b>





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
des Hauts de France**

**Le Préfet de la Région des Hauts-de-France  
Préfet du Nord**

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022 ;

Vu le SAGE du Delta de l'Aa ;

Vu la demande présentée le 2 novembre 2021 complétée les 31 mars 2022 et 9 mai 2022 par la société ASPHALTEX NORD dont le siège social est situé Port fluvial 4<sup>e</sup> avenue 59 120 LOOS en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de bitume d'une capacité maximale de 16 500 tonnes située môle 6 sur le territoire du grand port maritime de DUNKERQUE ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2022 soumettant la demande présentée par la société ASPHALTEX NORD à la participation du public par voie électronique, pendant 16 jours du lundi 5 septembre au mardi 20 septembre 2022 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas de l'Autorité environnementale en date du 05 août 2021 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Vu le rapport et les propositions en date du... de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le... à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ..... en date du .....

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R181-18 à R181-32 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**

---

## TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

---

### CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société ASPHALTEX NORD dont le siège social est situé 4<sup>e</sup> avenue du Port Fluvial à LOOS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de DUNKERQUE, au môle 6 du grand port maritime de Dunkerque les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### CHAPITRE 1.2 Nature des installations

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
4801.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Stockage de bitume pour une capacité totale 16 500 t	A
2910.A2	<b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du	2 chaudières alimentées au gaz naturel d'une puissance thermique de 1 MW chacune soit une puissance totale de 2 MW	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
	biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1) supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW 2) supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
2915.2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l. 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	Stockage et mise en œuvre de fluide caloporteur pour une capacité de 30 000 l	D

A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle périodique)

**ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU**

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique</b>	<b>Quantité maximale</b>	<b>Régime</b>
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface totale du projet étant : 1. Supérieure à 20 ha : Autorisation 2. Comprise entre 1 et 20 ha : Déclaration	La surface du projet est d'environ 1,5 ha	Déclaration

**ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

<b>Communes</b>	<b>Parcelles</b>
Dunkerque	AD n°67

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées, ainsi que leurs installations connexes, est organisé de la façon suivante :

- Réservoirs de bitume (3 cuves de 5 500 t chacune)
- Installation de chauffage par fluide caloporteur
- 1 chaufferie (2 chaudières de 1 MW de puissance unitaire alimentée par du gaz naturel)
- Une aire de chargement des produits bitumineux

**CHAPITRE 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

**ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Dans un délai de 3 mois après la mise en service de l'établissement, l'exploitant procède ou fait procéder par un organisme tiers à un audit de récolement au présent arrêté et de tous les textes réglementaires relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables aux installations. Il est adressé dans le mois suivant à l'Inspection.

## **CHAPITRE 1.4 Durée de l'autorisation**

### **ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION**

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

## **CHAPITRE 1.5 Modification et cessation activité**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### **ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

### **CHAPITRE 1.6 Réglementation**

#### **ARTICLE 1.6.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

<b>Dates</b>	<b>Textes</b>
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
04/10/10	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
05/12/16	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 2915)
03/08/18	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

#### **ARTICLE 1.6.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **CHAPITRE 1.7 Zones natura 2000**

### **ARTICLE 1.7.1. DOSSIER D'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000**

L'exploitant transmet au Préfet sous un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, un dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 conforme aux prescriptions de l'article R.414-23 du Code de l'Environnement.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations**

#### **ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

1.

#### **ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.

### **CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables**

#### **ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, charbon actif...



## **CHAPITRE 2.3 Intégration dans le paysage**

### **ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage des roues sont mis en place en tant que de besoin.

### **ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

## **CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu**

### **ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents**

### **ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

### **ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement, non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **CHAPITRE 2.7 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

### **ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

<b>Articles</b>	<b>Documents à transmettre</b>	<b>Périodicités / échéances</b>
Article 1.3	Audit de récolement	Réalisé sous 3 mois et transmis le mois suivant
Article 1.4.1	Déclaration de mise en service	Dans le mois suivant
Article 1.5.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification
Article 1.5.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.7.1	Dossier d'évaluation des incidences Natura 2000	Réalisé sous 3 mois
Article 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
Article 7.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation

---

## **TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 Conception des installations**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que charbon actif...

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### **CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet**

#### **ARTICLE 3.2.1. CHAUDIÈRE**

L'installation de combustion est exploitée conformément aux prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ou de tout texte venant s'y substituer.

#### **ARTICLE 3.2.2. ÉMISSIONS LIÉES AUX BITUMES**

Les événements des réservoirs de stockage de bitume et de produits bitumineux sont reliés à un dispositif d'aspiration et de traitement des effluents, dont l'efficacité est supérieure ou égale à 90 % pour les paramètres COV et HAP.

Pour ces 2 paramètres les flux horaires sont :

- <0,2 g/h pour les HAP ;
- < 30 g/h pour les COV.

L'efficacité de ce dispositif est vérifiée au plus tard 3 mois après la mise en service des installations puis

annuellement. Le dispositif est exploité et maintenu préventivement pour permettre de garantir cette efficacité dans le temps, en particulier les filtres à charbons actifs sont remplacés tous les 2 mois au minimum.

En fonction des activités, les débits d'aspiration minimum du dispositif sont les suivants :

- opérations de remplissage des cuves de bitumes : 500 Nm<sup>3</sup>/h ;
- opérations de chargement des camions : 100 Nm<sup>3</sup>/h ;
- hors opérations visées ci-dessus : 50 Nm<sup>3</sup>/h.

Les concentrations en COV et HAP représentatives des émissions de bitume sont mesurées en sortie de cheminée selon les normes en vigueur une fois par an. Une première campagne de mesure est réalisée au plus tard 3 mois après la mise en service des installations. Les mesures sont réalisées pendant les opérations de remplissage des cuves de bitumes et en l'absence d'opération de remplissage. Un bilan annuel des émissions représentatif de l'activité, ou à défaut de façon majorante, est établi.

La hauteur de la cheminée du dispositif de traitement est de 15 mètres minimum. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> /h.

Lors des opérations de chargement de bitume dans les camions une aspiration des vapeurs vers le dispositif de collecte et de traitement des effluents est mis en place.

---

## **TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### **CHAPITRE 4.2 Prélèvements et consommations d'eau**

#### **ARTICLE 4.2.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'adduction d'eau publique	160

## **ARTICLE 4.2.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

### **Article 4.2.2.1. Protection des eaux d'alimentation**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## **CHAPITRE 4.3 Collecte des effluents liquides**

### **ARTICLE 4.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

### **ARTICLE 4.3.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration internes avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### **ARTICLE 4.3.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### **Article 4.3.4.1. Isolement avec les milieux**

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.4 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

#### **ARTICLE 4.4.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (notamment celles collectées dans les zones de rétention), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les **eaux polluées** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières,...
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

#### **ARTICLE 4.4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.4.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions

nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### **ARTICLE 4.4.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux domestiques sont dirigées vers un système d'assainissement autonome, exploité conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 4.4.5. REJET DES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales des toitures sont acheminées dans des cuves de récupération afin d'être utilisées pour l'arrosage des voies de circulation interne.

Les eaux pluviales s'écoulant sur le reste du site sont préalablement traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans un bassin de décantation. Après décantation elles sont rejetées dans le bassin portuaire.

Elles respectent les valeurs limites suivantes :

- Matières en suspension : < 35 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l.

La qualité des rejets est vérifiée annuellement.

---

## **TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS**

---

### **CHAPITRE 5.1 Principes de gestion**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

#### **ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.



Conformément aux dispositions de l'article R.541-45-1 du code de l'environnement, à chaque expédition de déchets dangereux ou de déchets POP (polluants organiques persistants) l'exploitant émet un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. La qualité des rejets est vérifiée annuellement.

---

## **TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES**

### ***TITRE 7***

---

#### **CHAPITRE 7.1 Dispositions générales**

##### **ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

##### **ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

##### **ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 7.2 Niveaux acoustiques

### ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

### ARTICLE 7.2.3. MESURES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

## **CHAPITRE 7.3 Vibrations**

### **ARTICLE 7.3.1. VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **CHAPITRE 7.4 Émissions lumineuses**

### **ARTICLE 7.4.1. ÉMISSIONS LUMINEUSES**

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

---

## **TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **CHAPITRE 8.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **CHAPITRE 8.2 Généralités**

#### **ARTICLE 8.2.1. LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :

- Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;

- Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

#### **ARTICLE 8.2.2. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 8.2.3. CONTRÔLE DES ACCÈS**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### **ARTICLE 8.2.4. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

##### ***Article 8.2.4.1. Dispositions générales***

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

#### **ARTICLE 8.2.5. ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **CHAPITRE 8.3 Dispositions constructives et conception des installations**

### **ARTICLE 8.3.1. BÂTIMENTS ET LOCAUX**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

La chaufferie et les locaux de stockage des produits et substances soumis à la législation des installations classées sont implantés et aménagés conformément à leur arrêté ministériel de prescriptions générales respectif.

### **ARTICLE 8.3.2. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

#### **Article 8.3.2.1. Accessibilité**

Au moins un accès de secours, le plus judicieusement placé pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, est en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### **Article 8.3.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

Une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : la largeur utile est au minimum de 6 m, la hauteur libre au minimum de 3,5 m ; en face des cuves de bitume une aire permettant le croisement des engins d'une largeur minimum de 7 m est aménagée.

## **CHAPITRE 8.4 Dispositifs de prévention des accidents**

### **ARTICLE 8.4.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES**

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation de risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

#### **ARTICLE 8.4.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### **ARTICLE 8.4.3. PROTECTION CONTRE LA Foudre**

L'établissement est soumis aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **CHAPITRE 8.5 Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

#### **ARTICLE 8.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.5.2. RÉTENTIONS ET CONFINEMENT**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 8 700 m<sup>3</sup>.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de décantation d'une capacité minimum de 756 m<sup>3</sup>.

Les capacités de rétentions et le bassin de décantation sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Le bassin de décantation est aménagé et exploité de façon à limiter la prolifération des moustiques.

### **ARTICLE 8.5.3. RÉSERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

### **ARTICLE 8.5.4. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTIONS**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 8.5.5. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

### **ARTICLE 8.5.6. TRANSPORTS – CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts..).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.



Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.  
Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **ARTICLE 8.5.7. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE 8.6 Dispositions d'exploitation**

#### **ARTICLE 8.6.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

#### **ARTICLE 8.6.2. TRAVAUX**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

##### **Article 8.6.2.1. Contenu du permis d'intervention, de feu**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

### **ARTICLE 8.6.3. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

### **ARTICLE 8.6.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

### **ARTICLE 8.6.5. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### **ARTICLE 8.6.6. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,

- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

## **CHAPITRE 8.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **ARTICLE 8.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

Dans le cadre d'un plan d'établissement répertorié réalisé par le SDIS, l'exploitant lui fournit les éléments permettant la mise à jour de ce document.

### **ARTICLE 8.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les Référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 8.7.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 2 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont situées en dehors du flux thermique de 3 kW/m<sup>2</sup>. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits ;

L'exploitant tient à disposition du SDIS, la quantité d'émulseur nécessaire à l'extinction d'un feu de cuvette et définit avec ce dernier le lieu de stockage de l'émulseur et des modalités de mise en oeuvre.

#### **Article 8.7.3.1. Prises d'eau**

La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 165 m<sup>3</sup>/h afin d'assurer les opérations d'extinction d'un feu de cuvette.

L'exploitant doit justifier auprès du SDIS, de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, ce dès la mise en place des deux prises d'eau, ainsi que tous les trois ans.

Ces prises d'eau sont implantées, signalées, numérotées et entretenues conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.

L'exploitant doit permettre au SDIS d'effectuer :

- la reconnaissance opérationnelle initiale des Points d'Eau Incendie (PEI). A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès-verbal de réception des PEI ;
- la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI.

L'exploitant doit avertir sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, l'exploitant doit remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

#### **ARTICLE 8.7.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 8.7.5. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

#### **ARTICLE 8.7.6. PLAN D'URGENCE**

L'exploitant dispose d'un plan d'urgence et de fiches réflexes afin de définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Les actions à mettre en œuvre ainsi que les procédures d'information doivent être établies en liaison avec la société Rubis Terminal Dunkerque dans le cadre de leur POI articulé. Cette société et la société Asphaltex Nord se tiennent mutuellement informés des révisions de leur plan respectif et des retours d'expérience les concernant.

Le plan est testé périodiquement et a minima une fois par an.

Le cas échéant, la société Asphaltex Nord participera aux exercices POI /PPI de la société Rubis Terminal Dunkerque.

---

## **TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

---

### **ARTICLE 9.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés

par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **ARTICLE 9.1.2. PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Dunkerque et peut y être consultée ;

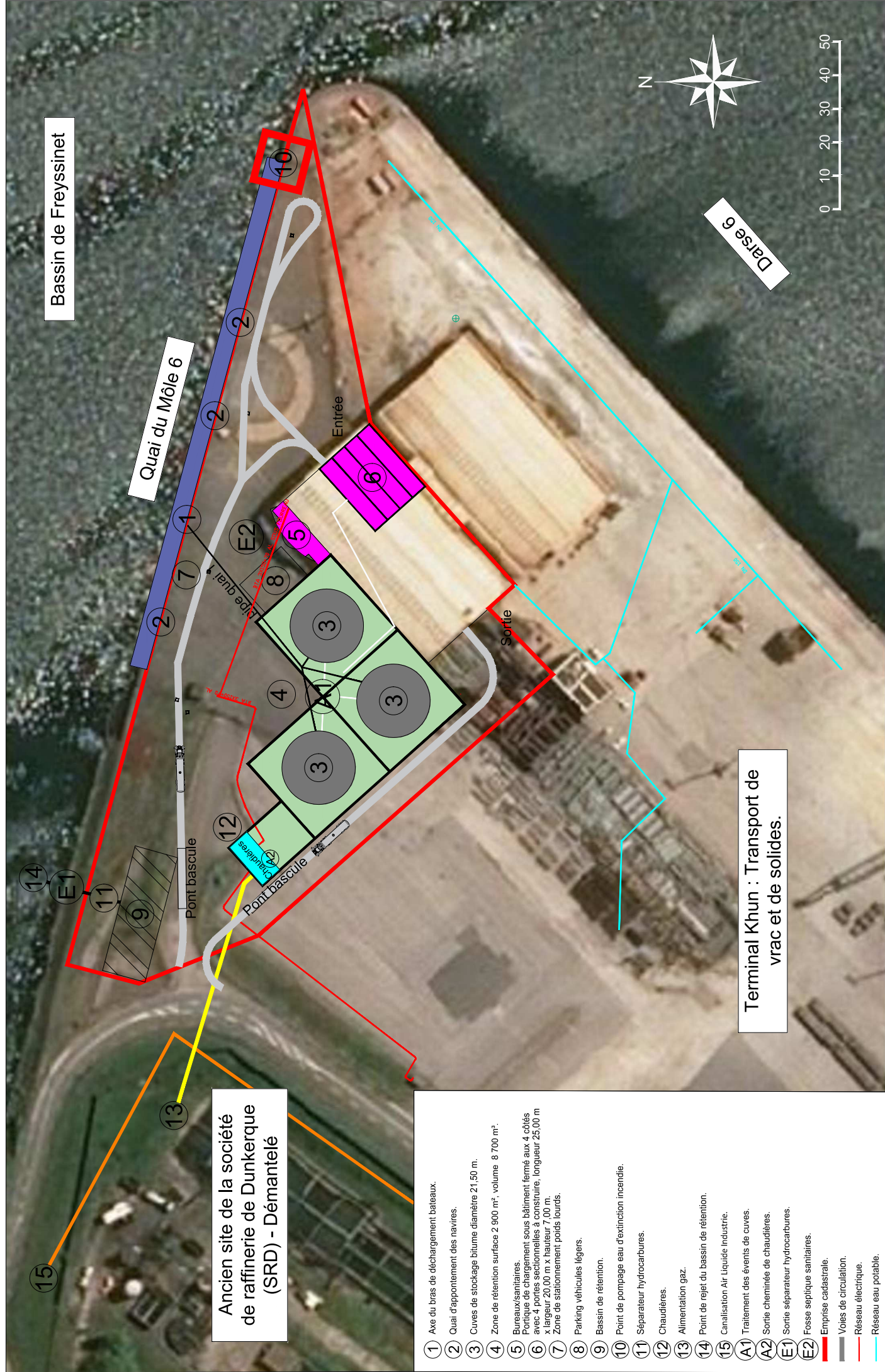
2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune de Dunkerque pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Nord ;

3° L'arrêté est adressé au Conseil municipal de Dunkerque

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Nord pendant une durée minimale de quatre mois

### **ARTICLE 9.1.3. EXÉCUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord, le Sous-préfet de l'arrondissement de Dunkerque, le Directeur départemental des territoires et de la Mer du Nord, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Dunkerque et à la société ASPHALTEX NORD.



Bassin de Freyssinet

Quai du Môle 6

Darse 6

Ancien site de la société de raffinerie de Dunkerque (SRD) - Démantelé

Terminal Khun : Transport de vrac et de solides.



- 1 Axe du bras de déchargement bateaux.
  - 2 Quai d'appointement des navires.
  - 3 Cuves de stockage bitume diamètre 21,50 m.
  - 4 Zone de rétention surface 2 900 m<sup>2</sup>, volume 8 700 m<sup>3</sup>.
  - 5 Bureaux/sanitaires.
  - 6 Portique de chargement sous bâtiment fermé aux 4 côtés avec 4 portes sectionnelles à consigne, longueur 25,00 m x largeur 20,00 m x hauteur 7,00 m.
  - 7 Zone de stationnement poids lourds.
  - 8 Parking véhicules légers.
  - 9 Bassin de rétention.
  - 10 Point de pompage eau d'extinction incendie.
  - 11 Séparateur hydrocarbures.
  - 12 Chaudières.
  - 13 Alimentation gaz.
  - 14 Point de rejet du bassin de rétention.
  - 15 Canalisation Air Liquide Industrie.
  - A1 Traitement des événements de cuves.
  - A2 Sortie cheminée de chaudières.
  - E1 Sortie séparateur hydrocarbures.
  - E2 Fosse septique sanitaires.
- █ Emprise cadastrale.
  - █ Voies de circulation.
  - █ Réseau électrique.
  - █ Réseau eau potable.

